

# Fédération Syndicale Unitaire



**SNPES-PJJ** : (Syndicat National des Personnels  
de l'Éducation et du Social -  
Protection Judiciaire de la Jeunesse)  
54, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris.  
Tél. : 01 42 60 11 49. Fax : 01 40 20 91 62.  
site : [www.snpesjj-fsu.org](http://www.snpesjj-fsu.org)  
Mél : [Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr](mailto:Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr)



## Elections professionnelles

Jeudi 20 octobre 2011

**CAP**

**Les Educateur(trice)s et les CSE  
à la Protection Judiciaire de la Jeunesse**

**En votant pour la FSU, vous votez pour la première fédération  
syndicale de la Fonction Publique d'Etat.**



La **Fédération Syndicale Unitaire (FSU)** regroupe 24 syndicats nationaux de la justice, de l'éducation, de la recherche, de l'agriculture, de l'environnement, des collectivités territoriales. Au ministère de la Justice, ce sont le **SNPES-PJJ** et le **SNEPAP** qui représentent la **FSU**.

La **FSU** lutte pour la défense et le développement du Service Public, garant de la solidarité nationale et de l'accès au droit pour tous à l'éducation, la santé, la culture, l'action sociale. Elle agit sur le terrain social, économique et pour la création d'emplois. Elle milite pour la défense des Droits et Libertés, des Droits des Femmes et contre les exclusions, la précarité et toutes les formes de discrimination.

La **FSU** est représentative au Ministère de la Justice et siège au Comité Technique Ministériel.

Le **SNPES-PJJ/FSU** rassemble toutes les catégories de personnels de la PJJ. Il agit pour la défense des agents et revendique l'amélioration des conditions de travail, la revalorisation des salaires et la défense des statuts.

Il milite pour un véritable service d'éducation au Ministère de la Justice et réunit l'ensemble des personnels autour de cette mission commune, dans la diversité de leurs métiers, de leurs fonctions et de leurs catégories.

Pour le **SNPES-PJJ**, être adhérent à la **FSU**, c'est la garantie d'analyses et de modalités d'action interprofessionnelles.



**C'est donner la parole à toutes et tous**

# La F.S.U. revendique...

## ... au sein de la Fonction Publique

- ◆ **SERVICE PUBLIC** : Défense et développement des services publics pour l'égalité d'accès, sur tout le territoire, de tous les citoyens aux droits fondamentaux.
- ◆ **RGPP** : Arrêt des restructurations et des suppressions de postes et retour à des politiques publiques au service des besoins des citoyens.
- ◆ **STATUTS DE LA FP** : Pour une fonction publique de carrière basée sur la garantie de l'emploi excluant toute pression politique sur les fonctionnaires.
- ◆ **STATUTS** : Défense des statuts des agents de la fonction publique permettant une véritable indépendance des fonctionnaires.
- ◆ **EMPLOIS** : Pour une véritable limitation du temps de travail à 35H et la création d'emplois de titulaires. Pour un véritable plan de titularisation de tous les personnels contractuels.
- ◆ **SALAIRES** : Pas de salaire inférieur à 1500 € net, intégration des primes aux salaires, augmentation immédiate de la valeur du point pour rattraper la perte de plus de 10% depuis 2000 du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Dans chaque corps, indice de fin de grille doublé par rapport à l'indice d'entrée.
- ◆ **MERITE** : Contre l'individualisation des carrières et la mise en concurrence des personnels. Refus de la notion de mérite pour l'avancement et les primes des agents et retour à la notion d'ancienneté.
- ◆ **HANDICAP** : Pour une prise en compte des personnels et des usagers handicapés dans tous les services publics.
- ◆ **RETRAITES** : Une retraite à taux plein (75%) à 60 ans avec 37,5 annuités pour tous les salariés du public et du privé.

## ... Pour défendre le service public d'éducation au Ministère de la Justice, le SNPES-PJJ/FSU :

- ◆ **EXIGE** le maintien de la spécificité de la justice des mineurs et l'abrogation de toutes les lois récentes qui alignent le droit des mineurs sur celui des majeurs
- ◆ **REVENDIQUE** la double compétence civile et pénale pour la PJJ ainsi que le maintien du suivi des jeunes majeurs au civil.
- ◆ **DEMANDE** la fin de la politique sécuritaire centrée sur l'enfermement des mineurs avec l'arrêt des centres fermés et la sortie des personnels de la PJJ du système pénitentiaire (ou fermeture des EPM).
- ◆ **SE PRONONCE** pour l'ouverture des structures diversifiées répondant aux besoins de prise en charge des mineurs confiés.
- ◆ **AGIT** pour la reconnaissance de la participation de tous les personnels à la mission éducative de la PJJ par la mise en place d'une prime unique d'éducation pour tous, servant de socle au système indemnitaire de la PJJ.
- ◆ **EXIGE** le maintien des fonctions administratives au plus près des personnels et des jeunes, le refus des plates formes chorus et ministérielles, la répartition des fonctions respectant le statut des personnels, l'affectation de temps pleins d'Adjoint(e)s Administratif(ve)s dans toutes les unités et de SA dans tous les services.
- ◆ **REVENDIQUE** des équipes réellement pluridisciplinaires avec notamment le refus de la MJIE et des temps pleins de psychologues et d'ASS dans toutes les unités.
- ◆ **DEMANDE** l'autonomie pédagogique et des projets de service élaborés par les équipes multi catégorielles pour l'application des mesures confiées par les magistrats.
- ◆ **SE PRONONCE** pour la fin de l'utilisation d'un système hiérarchique reposant sur une chaîne de pressions incessantes organisée par la direction de la PJJ et s'exerçant sur tous les échelons.
- ◆ **AGIT** pour l'arrêt de la maltraitance des personnels générée par des modalités de gestion qui instituent l'autoritarisme et l'arbitraire et pour une réelle amélioration des conditions de travail de tous les agents.



# Le SNPES-PJJ revendique...

## ... pour les éducateur(trice)s et les CSE

- ◆ La **catégorie A pour tous** avec la fusion des corps actuels d'éducateur(trice)s et de CSE dans une grille unique identique à celle des professeurs des écoles en 2 grades allant de l'indice INM 349 à l'indice INM 783.
- ◆ La **reconnaissance des responsables d'unité comme de véritables directeur(trice)s** et l'intégration des RUE actuels dans le corps des directeur(trice)s.
- ◆ La **création massive de postes d'éducateur(trice)s titulaires** et la **titularisation de tous les contractuels**. Pour obtenir ces recrutements, nous exigeons une **véritable carte des emplois avec un organigramme des services** qui puissent être opposables à l'administration.
- ◆ Une **formation en deux ans sans pré affectation pour tous les stagiaires** des concours externe, interne, 3ème voie et liste d'aptitude et le maintien de la **formation en un an pour les titulaires du DEES**. L'obtention d'un **Master 1 pour tous** en fin de formation et non une simple certification au niveau du DEES.
- ◆ L'**arrêt de la transformation en agent de probation du métier d'éducateur(trice)** qui est réduit à la gestion des mesures de sûreté, des condamnations pénales, des aménagements de peines et à l'intervention en continu dans les QM et les EPM.
- ◆ La remise à plat du fonctionnement des EPM pour l'**amélioration des conditions de travail des personnels affectés dans ces établissements et des conditions de détention des mineurs** avec notamment la fin de la soumission de la PJJ à l'AP et l'arrêt du binôme éducateur/surveillant.
- ◆ La **suppression du système d'évaluation** (entretien professionnel) basé sur le mérite et un avancement à l'ancienneté.
- ◆ La **non modulation des primes** en fonction du mérite et du grade.
- ◆ La revalorisation des taux de remboursement des frais de déplacement et des indemnités de camp.
- ◆ La revalorisation des indemnités pour travail de nuit, pour les dimanches et jours fériés, pour les astreintes.

## ... dans les CAP

### ..... Les représentants FSU des personnels vous défendent et vous défendront :

- ✓ Pour la garantie de vos droits et de vos intérêts face aux promotions arbitraires et à la sélection au mérite dans un cadre égalitaire et transparent.
- ✓ Pour une réforme du barème de mutation garantissant l'égalité entre tous les agents, la fin des blocages sur un poste, le remplacement des priorités pour rapprochement de conjoint par des points de bonification, la limitation des postes à profil.
- ✓ Pour un avancement permettant un véritable déroulement de carrière pour tous basé sur l'ancienneté et non sur le mérite.
- ✓ Pour l'information complète sur les postes proposés et sur les décisions de l'administration.

### Les délégué(e)s élu(e)s sur les listes de la FSU sont au service de toutes et tous, syndiqué(e)s et non-syndiqué(e)s.

La SNPES-PJJ/FSU propose à tous les personnels un espace syndical d'expression collective et solidaire, qui soit une force de proposition et qui permette aux personnels de sortir de l'isolement et de combattre la maltraitance que leur fait subir l'administration.

**Votez FSU**



**SNPES-PJJ** : (Syndicat National des  
Personnels de l'Education et du Social -  
Protection Judiciaire de la Jeunesse)  
54, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris.  
Tél. : 01 42 60 11 49. Fax : 01 40 20 91 62  
Mèl : [Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr](mailto:Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr)  
site : [www.snpespjj-fsu.org](http://www.snpespjj-fsu.org)



## CAP N° 2 : Chef de Service Educatif

☞ Chef de Service Educatif :

- **HENRY Michèle** (STEMO Angers – 49)
- **BLANCHARD Didier** (UEMO Niort – 79)
- **GALLETI Anita** (STEMOI Dijon – 21)
- **BONDEL Patrick** (UEAJ Fort de France – Martinique 972)

## CAP N° 3 : Educateur(trice)s

☞ Educateur(trice)s 1ère Classe :

- **GONZALVEZ Laurent** (EPE Beaumont – 63)
- **AUBRY Isabelle** (STEMO Est Parisien – 75)
- **THEODORE Claude** (UEMO Tarbes – 65)
- **FALL Yacine** (EPE Grasse – 06)
- **CHATELU Françoise** (UEMO Saint Briec – 22)
- **FRECHOU Stéphane** (UEMO Aurillac – 15)

☞ Educateur(trice)s 2ème Classe :

- **BOURRE Sébastien** (EPE Tourcoing – 59)
- **DAVID Audrey** (UEMO Saint-Omer – 62)
- **DANBIELLE Pascal** (EPE Caen -14)
- **VOULANA Sarah** (EPEI Metz – 57)
- **CUGAT Rémi** (UEMO Périgueux – 23)
- **MOULIN Nathalie** (UEMO Cenon – 33)

### ATTENTION :

*Ce vote s'effectue par correspondance ou directement à l'urne dans la DIR dont vous dépendez.*

*Pour les éducateur(trice)s et les CSE de l'ENPJJ et des PTF, le vote a lieu par correspondance ou à l'urne UNIQUEMENT à la DIR Grand Nord.*

*Que vous ayez voté ou non par correspondance, le vote à l'urne est toujours possible le 20 octobre 2011.*



**Votez et  
Faites voter**



(sans rature ni surcharge)

